



**MINISTÈRES
ÉDUCATION
JEUNESSE
SPORTS
ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR
RECHERCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de l'action administrative
et des moyens**

Secrétariat général

Direction
du numérique
pour l'éducation

Sous-direction
du socle numérique

et

**Service de l'action
administrative
et des moyens**

Sous-direction des
achats
Bureau de la stratégie
et de l'ingénierie
des achats
SAAM B1

61-65 rue Dutot
75732 Paris Cedex 15

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES**

(C.C.A.P.)

Procédure n° MEN-SG-AOO-25027

Objet : Mise en œuvre et administration d'une plateforme d'assistance et réalisation de prestations d'assistance à l'utilisation des services numériques au profit de l'ensemble des utilisateurs des systèmes d'information des services centraux et déconcentrés et d'établissements publics du ministère chargé de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche (PFE 3).

SOMMAIRE

PREAMBULE	4
ARTICLE 1/ OBJET DU MARCHE	5
ARTICLE 2/ DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 3/ FORME ET PROCEDURE	5
3.1/ Forme et montant du marché.....	5
3.2/ Procédure.....	5
ARTICLE 4/ DUREE DU MARCHE	5
ARTICLE 5/ MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE.....	5
ARTICLE 6/ NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS	7
ARTICLE 7/ LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
ARTICLE 8/ CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE	7
ARTICLE 9/ CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	10
ARTICLE 10/ OPERATION DE VERIFICATION – ADMISSION	11
ARTICLE 11/ CLAUSE DE REEXAMEN.....	11
ARTICLE 12/ PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	11
ARTICLE 13/ OBLIGATIONS DU TITULAIRE	12
ARTICLE 14/ CONDUITE ET SUIVI DES PRESTATIONS	13
14.1/ Conduite des prestations	13
14.1.1/ Interlocuteurs désignés par le service bénéficiaire	13
14.1.2/ Interlocuteur désigné par le titulaire	13
14.2/ Mise à disposition d'un numéro de correspondance et d'une adresse mail uniques	14
14.3/ Etat récapitulatif des commandes.....	14
14.4/ Obligations relatives au suivi financier du montant maximum.....	15
ARTICLE 15/ CONFIDENTIALITE- PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES.....	15
ARTICLE 16/ CLAUSE RGPD RELATIVE AU CONTROLE ET AU SUIVI DE L'ACTION D'INSERTION	15
ARTICLE 17/ PENALITES.....	16
17.1/ Pénalités de retard	16
17.2/ Pénalités pour non-respect du niveau de service	16
17.3/ Pénalités pour non-respect de la clause sociale d'insertion par l'activité économique	17
17.4/ Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité.....	17
ARTICLE 18/ PRIX DU MARCHE	17
18.1/ Contenu des prix	17
18.2/ Forme des prix.....	17

18.3/ Révision des prix.....	18
ARTICLE 19/ MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION.....	18
19.1/ Facturation.....	18
19.2/ Délais de paiement.....	19
19.3/ Avance.....	19
19.4/ Acomptes	20
19.5/ Cession ou nantissement des créances	20
ARTICLE 20/ DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE	20
20.1/ Assurance	20
20.2/ Justificatifs sociaux	20
20.3/ En cas de modifications relatives au titulaire du marché.....	21
20.3.1/ Changement de dénomination sociale du titulaire	21
20.3.2/ Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire	21
ARTICLE 21/ UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE.....	21
ARTICLE 22/ RESILIATION	21
ARTICLE 23/ SOUS-TRAITANCE.....	21
ARTICLE 24/ DIFFERENDS ET LITIGES	22
ARTICLE 25/ DEROGATIONS	22

PREAMBULE

Dans le cadre du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et de son annexe :

- le ministère chargé de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche est désigné sous l'appellation « le ministère » ;
- l'entreprise ou le groupement d'opérateurs retenu pour exécuter les prestations est désignée sous l'appellation « le titulaire ».

ARTICLE 1/ OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de mise en œuvre et administration d'une plateforme d'assistance et réalisation de prestations d'assistance à l'utilisation des services numériques au profit de l'ensemble des utilisateurs des systèmes d'information des services centraux et déconcentrés et d'établissements publics du ministère chargé de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche (PFE 3).

ARTICLE 2/ DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante, dont l'exemplaire unique conservé par le ministère fait seul foi :

- l'acte d'engagement et son annexe portant « bordereau des prix » ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe 1 RGPD ;
- le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes :
 - Annexe 1 : « Couverture actuelle de l'assistance utilisateur en académie (indicative) »
 - Annexe 2 : « Couverture des consignes actuelles de l'assistance utilisateur en académie »
 - Annexe 3 : « Statistiques à date de l'assistance utilisateur en académie »
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Techniques de l'Information et de la Communication (CCAG/TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre technique du titulaire et ses éventuelles annexes.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

ARTICLE 3/ FORME ET PROCEDURE

3.1/ Forme et montant du marché

Le marché prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec un seul opérateur économique fixant toutes les stipulations contractuelles sans montant minimum et avec un montant maximum de 10 460 000 € HT en application de l'article R. 2162-4-2 du Code de la commande publique.

Des bons de commandes sont émis au fur et à mesure des besoins tout au long de l'exécution du marché dans les conditions définies à l'article 5 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

3.2/ Procédure

Le présent marché est passé en appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L. 2124-2 et R. 2124-2-1° du Code de la commande publique.

ARTICLE 4/ DUREE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée de 48 mois à compter de sa notification.

Le titulaire est tenu par ses obligations contractuelles jusqu'à la fin de la période de validité du marché.

ARTICLE 5/ MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Toutes les missions relatives au présent marché font l'objet de bons de commande selon les besoins, pendant toute la durée de validité du marché.

Seuls l'administration centrale et les services déconcentrés peuvent passer commande dans le cadre de ce marché. Ces commandent peuvent répondre, le cas échéant, aux besoins de structures ou établissements sous tutelle du ministère comme par exemple le CNED. Les académies peuvent aussi passer commande, le cas échéant, pour les besoins d'usagers de certains lycées agricoles relevant du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (MASA). En fonction des missions, les commandes sont passées selon les modalités suivantes :

Mission	Service émetteur de la commande	Rythme de commande
Mission 1 – initialisation du marché	DNE pour l'ensemble des bénéficiaires	Commande unique
Mission 2 – Mise en place de la plateforme d'assistance mutualisée	DNE pour l'ensemble des bénéficiaires	UO 2.1.1 : commande unique UO 2.1.2 : commandes en fonction des besoins UOs 2.1.3.1 à 2.1.3.9 : commandes en fonction des besoins UO 2.2 : commande unique
Mission 3 – Mise en place des services IA au sein de la plateforme d'assistance mutualisée	DNE pour l'ensemble des bénéficiaires	UO 3.1.1 : commande unique UOs 3.1.2.1 à 3.1.2.9 : commandes en fonction des besoins
Mission 4 – exploitation du service d'assistance pour la plateforme mutualisée	Chaque service bénéficiaire pour son périmètre	Commandes mensuelles. Chaque bénéficiaire passe commande des UO nécessaires en fonction du nombre de dossier qu'il prévoit de traiter.
Mission 5 – Dispositif d'assistance ponctuel	Chaque service bénéficiaire pour son périmètre	UOs 5.1 et 5.2 : commandes en fonction des besoins UO 5.3 : commandes mensuelles
Mission 6 – Horaires étendus	Chaque service bénéficiaire pour son périmètre	Commandes mensuelles. Chaque bénéficiaire passe commande des UO nécessaires en fonction des horaires souhaités
Mission 7 Réversibilité	Chaque service bénéficiaire pour son périmètre	Commande unique de chaque bénéficiaire

Les prestations débutent à la réception des bons de commande. Le délai global d'exécution de la commande figure sur le bon de commande et respecte le délai prévu au CCTP.

La personne habilitée à émettre des bons de commande est le pouvoir adjudicateur ou toute personne ayant reçu délégation.

Le représentant du pouvoir adjudicateur transmet au titulaire les bons de commande selon les différentes modalités suivantes :

- par courrier papier avec accusé de réception ;
- par courrier électronique.

En cas d'envoi du bon de commande par courrier électronique, le titulaire est réputé l'avoir reçu au plus tard dans un délai d'un (1) jour ouvré suivant sa date d'envoi.

Les bons de commande sont valorisés à partir des tarifs contractuels, des conditions consenties, des quantités à livrer / exécuter et du régime fiscal applicable.

Il est précisé sur le bon de commande, ou sur le document l'accompagnant, les renseignements suivants :

- la dénomination du service émetteur et son adresse ;
- la date d'émission et le numéro du bon de commande ;
- la référence du marché mentionnant explicitement son numéro ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- la dénomination et l'adresse du service destinataire de la facture ;
- l'adresse de livraison ou d'exécution de la prestation ;
- la désignation précise et détaillée des prestations ;
- la date de livraison ;
- le montant total hors taxe et toutes taxes comprises, ainsi que le taux de TVA utilisé.

Les délais maximum d'exécution prévus par les bons de commande sont conformes aux documents contractuels régissant le présent marché. Dans l'hypothèse où le délai d'exécution dépasse la fin de validité du marché, ce délai ne peut excéder 3 mois à compter de la fin de validité du marché.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-TIC, le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande pour émettre des observations.

ARTICLE 6/ NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS

Dans le cadre du présent marché et conformément aux documents le régissant, le titulaire assure les prestations décrites au CCTP.

Les durées sont définies en jours ouvrés, c'est-à-dire de neuf heures à dix-huit heures tous les jours sauf samedi, dimanche et jours fériés.

ARTICLE 7/ LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les missions et prestations à réaliser dans le cadre du marché sont essentiellement réalisées dans les locaux du titulaire.

Le titulaire peut être amené à intervenir auprès des équipes des services bénéficiaires aussi bien en région parisienne que dans leurs implantations réparties sur le territoire national. Cela vaut pour certaines réunions ponctuelles de travail et les comités de suivi et de pilotage du marché, conformément à l'article 5 du CCTP (Dispositions communes – Pilotage des marchés).

Toutes les prestations et les documents associés doivent être réalisés exclusivement en langue française.

Dispositions spécifiques en cas de transfert des données personnelles :

Compte tenu du caractère personnel des données gérées par l'application, les prestations, et l'hébergement des données, doivent être réalisées sur le territoire de l'Union européenne ou dans un pays au sein duquel le niveau de protection des données personnelles est strictement conforme à la réglementation en vigueur en vertu du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen.

ARTICLE 8/ CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les publics visés

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans

- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)
- les personnes percevant une pension d'invalidité
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Intitulé lot	Nombre d'heures d'insertion minimal pour la première année d'exécution du marché	Nombre d'heures d'insertion minimal pour chaque année de reconduction du marché
Lot unique	600 heures	600 heures
<i>Soit un total de 2 400 heures sur 4 ans</i>		

Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent s'inscrire entre la date de notification du présent marché et la livraison de la prestation.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

✓ 1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

✓ **2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés**

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

✓ **3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance** ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Alphonse MABIALA
Chargé de projets clauses sociales et relation entreprises
alphonse.mabiala@epec.paris
07 57 76 79 30

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (dispositions de l'article 16 du présent CCAP relatif à la clause RGPD).

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur : saam-mission.achats3@education.gouv.fr et aux destinataires suivants de l'EPEC :

beatrice.calvet@epec.paris copie alphonse.mabiala@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 17.3 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

ARTICLE 9/ CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs environnementaux suivants, mesurables et vérifiables :

1. Formation et sensibilisation

Le titulaire doit disposer d'un plan de formation intégrant les questions RSE ou à défaut dispenser des actions de sensibilisations aux pratiques RSE notamment sur le thème des services numériques écoresponsables.

Le titulaire doit être en mesure de fournir les indicateurs de pilotage suivants : % des collaborateurs de l'organisation ayant suivi une formation RSE, intitulés et programmes des formations/actions de sensibilisation et modalités pratiques de ces actions (MOOC, présentiel, stage etc).

Le titulaire s'engage à transmettre annuellement les indicateurs listés ci-dessus.

2. Consommation énergétique des services IA :

- L'ensemble des composants IA utilisés dans le cadre du marché (chatbots, assistants virtuels, outils de classification ou d'analyse automatisée) doit faire l'objet d'une attention particulière au regard de sa consommation énergétique annuelle cumulée.
- Le titulaire produit un rapport énergétique semestriel qui détaille :
 - Le nombre d'inférences réalisées,
 - Le type et la taille des modèles utilisés (en nombre de paramètres),
 - La consommation énergétique estimée par interaction ou indicateur équivalent sous réserve de l'accord du ministère dans le cadre de l'initialisation des services IA (UO3.1) prévue au CCTP.

3. Localisation des ressources cloud :

- Conformément à son offre, au moins **90 %** des traitements IA sont hébergés dans des datacenters disposant d'un **PUE ≤ 1,4** et d'une certification environnementale (ISO 14001 ou équivalent).

4. Optimisation des postes utilisateurs :

Le titulaire doit disposer d'un plan d'optimisation de la durée de vie de ses équipements informatiques afin de minimiser l'impact écologique de la production de nouveaux équipements.

Le titulaire doit être en mesure de transmettre annuellement, ou sous quinze jours à la demande du ministère, les indicateurs listés ci-après au comité de suivi : durée de vie moyenne et âge du parc pour les ordinateurs (fixes et portables) et les téléphones (smartphones).

5. Valorisation des équipements informatiques en fin de vie

Le titulaire s'engage à contribuer à valoriser au maximum les équipements informatiques et leurs composants vers du réemploi. Il doit justifier à ce titre des processus mis en place lors des étapes suivantes :

- Traitement sélectif conformément à l'annexe VII de la directive DEEE pour les équipements qui ont atteint leur fin de vie ;
- Traitement confidentiel et effacement sécurisé des données, sauf si effectués en interne ;
- Réparation et mise à niveau pour préparer les produits à la réutilisation, recommercialisation des produits en vue de leur réutilisation, démontage en vue de la réutilisation, du recyclage et/ou de l'élimination des composants ;
- Modalités et choix des filières de réemploi (sous-traitance à des plateformes de gestion du cycle de vie des actifs informatiques, recours aux ressourceries (lieux de collecte de réemploi et de revente d'objets usagés) et aux dons, collaboration avec des sous-traitants de l'économie sociale et solidaire etc).

A ce titre le titulaire communique annuellement, ou sous quinze jours à la demande du ministère, les indicateurs listés ci-dessous qui ne concernent que son activité en France :

- Process formalisé du traitement de fin de vie des matériels informatiques ;
- % de matériels en fin de vie redirigés vers les filières de réemploi : indiquer le nom des prestataires ;
- Liste des bénéficiaires et le type de matériel (ex : « ordinateur fixe », « ordinateur portable », « téléphone », « accessoires »...) des matériels en fin de vie (identifier les bénéficiaires ex : « secours populaire », « Emmaüs »...).

ARTICLE 10/ OPERATION DE VERIFICATION – ADMISSION

Les modalités de réception des prestations sont décrites au CCTP. Elles dérogent aux articles 30 et suivants du CCAG/TIC.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG/TIC, les prestations ne sont pas soumises à garantie.

ARTICLE 11/ CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, le montant maximum du présent marché pourra être réévalué à hauteur de 10% en cours d'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'émettre un avenant au contrat. Le ministère notifiera la décision au titulaire.

Conformément à l'article R2194-6-1° du code de la commande publique, si le titulaire du marché est un groupement momentané d'opérateurs économiques (GMOE), la composition du groupement peut être modifiée dans le cas suivant :

- En cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le GMOE titulaire apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander au ministère l'autorisation de modifier la composition du GMOE en proposant, le cas échéant, à l'acceptation du ministère, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

Le ministère se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

ARTICLE 12/ PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le titulaire du marché cède à titre exclusif l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats et sur tous les livrables remis dans le cadre du présent marché. Le titulaire accepte d'en transférer le droit de propriété au service bénéficiaire.

Dans le cadre des services IA mis en place au cours du marché, cela comprend notamment :

- les modèles d'intelligence artificielle développés ou entraînés pour répondre aux besoins des bénéficiaires,
- les jeux de données enrichis ou produits,
- les scripts, paramétrages, chaînes de traitement, modèles de données et fichiers de configuration associés

A cet effet, le titulaire et/ou ses sous-traitants transfèrent, pour toute la durée légale du droit d'auteur défini à l'article 123-1 du CPI, et dans tous les pays, dès réception définitive des prestations, tous les droits pouvant

naître à l'occasion de la réalisation du présent marché. Dans ce cadre, le titulaire et/ou ses sous-traitants cèdent au service bénéficiaire les droits d'utilisation, les droits d'exploitation, les droits de modification, de reproduction, d'adaptation, de traduction, d'analyse, de correction, du droit de mise sur le marché, c'est-à-dire du droit de concéder tout ou partie des droits énoncés ci-avant, à titre gratuit ou onéreux, à des tiers, du droit d'agir en contrefaçon.

Ces droits s'exercent sur toute forme de support, c'est-à-dire magnétique, informatique et Internet, audiovisuelle et publication papier.

A ce titre, les prestations réalisées par le titulaire pendant la durée du marché, ne peuvent ni ne pourront, d'aucune manière que ce soit, donner prise à la constitution d'un droit d'auteur quant aux droits spécifiés précédemment que le titulaire pourrait opposer au service bénéficiaire ou à des tiers.

Le titulaire garantit au service bénéficiaire le parfait respect de cette disposition par chacune des personnes morales et/ou physiques qui seraient amenées à intervenir dans le cadre du marché et notamment ses personnels, ses dirigeants et actionnaires ou associés, les sous-traitants éventuels et toute autre personne sans exception.

Les présentes dispositions sont substantielles pour l'administration.

ARTICLE 13/ OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Pour l'ensemble de la prestation objet de la commande, le titulaire souscrit une obligation de résultat et doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Pour l'ensemble de ces obligations, le titulaire ne pourra nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants. Le titulaire est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du présent marché. Le personnel affecté par le titulaire à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure en toutes circonstances placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du titulaire.

Le titulaire doit répondre à l'obligation de conseil et de mise en garde la plus stricte. A ce titre, il s'engage notamment à :

- Répondre à toute demande de renseignements émanant du service bénéficiaire et communiquer à celui-ci tout conseil et toute information qu'il estime nécessaire, concernant les prestations relatives au présent marché,
- Demander au service bénéficiaire toute information ou tout renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution des prestations,
- Reprendre tous les points pour lesquels le service bénéficiaire a opposé des remarques et dans les délais émis par le service bénéficiaire, conformément aux documents régissant le présent marché,
- Apporter tout le soin et toute la diligence nécessaire à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché,
- Fournir une assistance fonctionnelle et technique au service bénéficiaire lors de l'exécution des missions,
- Livrer les produits finis et respecter les délais d'exécution demandés,
- Corriger tous les points pour lesquels le service bénéficiaire a opposé des remarques et dans les délais prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché,
- Observer les modalités de suivi et de pilotage, telles que décrites dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Le titulaire ou son personnel devant avoir accès aux locaux du service bénéficiaire sont nommément autorisés et soumis pendant leur séjour aux mêmes règles de discipline que les agents de l'administration. La non-application par le titulaire ou son personnel des mesures de sécurité prévues peut entraîner la résiliation du marché à ses torts dans les conditions définies au présent document.

Tous les intervenants du Titulaire (chefs de projet, techniciens, consultants, etc.), ses éventuels sous-traitants et tous leurs intervenants sont réputés disposer du même niveau de connaissance du contexte du Service bénéficiaire pendant toute la durée du marché.

Le titulaire du présent marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution de la prestation, il est le seul responsable des dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non, que l'exécution de

la prestation peut causer directement à son personnel ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant au ministère ou à des tiers.

Le titulaire, du fait de sa faute ou de sa négligence, pourra être déclaré responsable de la mauvaise exécution ou de l'inexécution des obligations mises à sa charge, sauf si cette mauvaise exécution ou inexécution résulte d'un cas de force majeure tel que défini ci-après ou encore si elle résulte du fait du ministère. De façon expresse sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

Conformément à l'article 46 du CCAG/TIC, le service bénéficiaire peut faire exécuter les prestations par un tiers, au frais du titulaire.

Le titulaire est responsable des dommages de toute nature susceptibles d'affecter les prestations ou les biens qui lui seraient confiés. En outre, le titulaire doit assurer la réparation des préjudices qu'il peut lui-même subir à l'occasion de l'exécution du marché.

En cas de difficulté ou de mauvaise exécution des prestations, objet du présent marché, le titulaire rend compte sous 5 jours à compter de la demande, au service bénéficiaire, des raisons qui ne lui ont pas permis d'assurer la bonne conduite du marché. Il présente les conditions et les moyens qu'il entend mettre en œuvre pour respecter ses engagements.

En cas de violations des obligations mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

ARTICLE 14/ CONDUITE ET SUIVI DES PRESTATIONS

14.1/ Conduite des prestations

Chaque service bénéficiaire s'engage à mettre à la disposition du titulaire les informations en sa possession, nécessaires pour mener à bien les prestations décrites. Le titulaire aura notamment accès à l'ensemble des éléments d'analyse nécessaires à sa mission.

Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour exécuter le présent marché et assurer sa bonne fin.

Les parties s'engagent à collaborer au mieux de leurs possibilités afin de permettre la bonne exécution de leurs obligations.

14.1.1/ Interlocuteurs désignés par le service bénéficiaire

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG-TIC au plus tard 10 jours ouvrés après la date de notification du marché, chaque service bénéficiaire désigne un chef de projet, dit « chef de projet du service bénéficiaire », qui assurera le suivi de l'exécution du marché et sera l'interlocuteur privilégié du titulaire.

Le ministère indique au titulaire la procédure à suivre en cas d'absence du chef de projet du service bénéficiaire.

14.1.2/ Interlocuteur désigné par le titulaire

Dans un délai maximum de 10 jours ouvrés à compter de la notification, le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché. Il lui appartient de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants, de qualité des prestations, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Le titulaire désigne au sein de cette équipe un chef de projet ayant habilitation à le représenter sur l'ensemble des aspects du présent marché, dit « chef de projet du titulaire ». Ce chef de projet a pour mission de veiller à la bonne exécution des prestations. Il est l'interlocuteur privilégié des services bénéficiaires.

14.1.2.1/ Changement d'intervenant à l'initiative du titulaire

Le titulaire indique au ministère la procédure à suivre en cas d'absence du chef de projet du titulaire. Si cette absence est supérieure à une semaine, le titulaire doit désigner un chef de projet de remplacement.

En cas de changement de chef de projet ou de modification de son équipe, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC, le titulaire doit en aviser le ministère au moins dix jours ouvrés avant la prise d'effet de la modification. Il communique impérativement les motifs de ces modifications ainsi que les profils et compétences de l'équipe et/ou la nouvelle organisation, et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le titulaire doit présenter au ministère un remplaçant avec un profil équivalent à celui figurant dans son offre. Le titulaire assure la formation au remplaçant. Le titulaire est responsable de la formation de son personnel sur l'ensemble des sujets relevant des prestations demandées. Il en assume le coût et l'incidence sur l'organisation de la prestation.

Le ministère vérifie l'adéquation des profils et des compétences au regard de l'offre du titulaire et se réserve le droit de récuser toute personne ne correspondant pas aux profils et compétences indiqués. Le remplaçant est considéré comme accepté si le ministère ne le récuse pas, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC dans un délai correspondant aux 10 premiers jours de prestations effectives réalisées par ce même remplaçant. Si le service bénéficiaire récuse le remplaçant, le titulaire dispose par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC de cinq (5) jours ouvrés pour désigner un autre remplaçant et en informer le ministère.

A défaut de sa désignation, ou si ce remplaçant est récusé dans le délai indiqué ci-dessus, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 50 du CCAG-TIC.

14.1.2.2/ Récusation d'un intervenant par le service bénéficiaire

Pendant toute la durée du marché, par le service bénéficiaire se réserve le droit, sur justification motivée, de récuser toutes personnes ne possédant pas les compétences souhaitées. Le service bénéficiaire peut demander le remplacement de tout ou partie de l'équipe au cours du marché en cas de carence manifeste dans l'exécution de tout ou partie d'une mission.

Une fois averti, le titulaire doit présenter, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-TIC sous dix (10) jours ouvrés maximum, des profils permettant d'assurer le remplacement des personnes incriminées. Les nouveaux profils font l'objet d'une validation explicite par le ministère.

Si le titulaire était dans l'incapacité de présenter un intervenant de profil adapté et si cette incapacité entraînait un retard dans la reprise de la prestation, une pénalité sera appliquée par jour ouvré de retard dans la reprise de la prestation, conformément à l'article 21 du présent document.

14.2/ Mise à disposition d'un numéro de correspondance et d'une adresse mail uniques

Dans les 10 jours ouvrés suivant la notification du marché, le titulaire doit mettre à disposition des services bénéficiaires et du comité de suivi un numéro de correspondance téléphonique et une adresse mail uniques pour tous les services bénéficiaires.

14.3/ Etat récapitulatif des commandes

Chaque mois, le titulaire transmet, au ministère à l'adresse suivante l.dne-socle3@education.gouv.fr, un état récapitulatif des commandes par service bénéficiaire, au format électronique, comprenant :

- Le chiffre d'affaires mensuel et annuel réalisé par service émetteur ;
- La liste des prestations commandées comportant :
 - Le libellé de la prestation et de l'UO ;
 - La quantité annuelle en valeur et en volume commandée par références ;
 - Le nombre de commandes mensuelles et annuelles reçues, avec leur montant et la fréquence moyenne de commande par clients internes et par entités ;
 - L'origine de la commande (Internet, courrier papier ou électronique) ;

Cette liste est non exhaustive et pourra être enrichie sur proposition du titulaire et sur demande spécifique du ministère.

Pour les autres services bénéficiaires, les modalités de transmission des états récapitulatifs des commandes seront précisées lors de la réunion d'initialisation.

14.4/ Obligations relatives au suivi financier du montant maximum

Afin de permettre au ministère de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de transmettre à l'adresse suivante saam-mission.achats3@education.gouv.fr :

- un état trimestriel de la consommation ;
- un état de la consommation à date, à la demande du ministère, dans un délai maximal de 5 jours ouvrés à compter de cette demande ;
- alerter le ministère lorsque les consommations atteignent 60 % du montant maximal ci-avant ;
- participer aux réunions de suivi que le ministère organise.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations du titulaire précisées ci-dessus, le ministère :

- veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le titulaire ;
- veille à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées

ARTICLE 15/ CONFIDENTIALITE- PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

En matière de confidentialité et de protection des données personnelles, l'article 5.1 du CCAG-TIC s'applique ainsi que l'annexe n°1 au présent document sur la protection des données à caractère personnel. Le non-respect de cette clause est sanctionné par les pénalités prévues à l'article 16 ci-dessous.

L'annexe RGD peut être complétée en tant que de besoin conformément aux dispositions prévues à son article 3.3 p).

ARTICLE 16/ CLAUSE RGD RELATIVE AU CONTROLE ET AU SUIVI DE L'ACTION D'INSERTION

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.
-

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de

rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante dpo@epec.paris ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences

18 rue Goubet

75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)

3 Place de Fontenoy

TSA 80715

75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

ARTICLE 17/ PENALITES

Les pénalités prévues au présent article sont cumulables à l'exception des pénalités pour non-respect de la clause d'insertion.

Le titulaire a connaissance du montant des pénalités à verser par voie de lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie sécurisée via la plate-forme des achats de l'Etat. Les pénalités sont directement imputées sur les sommes dues au titre des prestations déjà effectuées, si elles n'ont pas été payées, ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir, sans condition de montant par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/TIC. Dans l'hypothèse où l'ensemble des sommes dues au titulaire a été versé, les pénalités feront l'objet d'un titre de perception lors de l'établissement du décompte général.

17.1/ Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/TIC, en cas de non-respect des délais prévus par les documents contractuels régissant le présent marché, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de 700 euros HT par jour ouvré de retard.

En cas de rejet de tout ou partie des prestations, dans les conditions indiquées à l'article 4 du CCTP et si l'administration exige leur conformité aux stipulations du présent marché, les pénalités sont dues pour toute la période comprise entre la date de rejet et la date effective de mise à disposition des prestations conformes à ces stipulations.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, la somme des pénalités de retard est plafonnée à 20% du montant total commandé par le ministère.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1218 du Code civil, et de faits qui engagent la responsabilité de l'administration.

Par dérogation à l'article 50.2 du CCAG/TIC, passé un délai de deux mois de retard, le ministère se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, et sans mise en demeure préalable, sauf si les retards sont imputables à l'administration.

17.2/ Pénalités pour non-respect du niveau de service

Par dérogation aux articles 14.2 et 14.2.6 du CCAG/TIC, en cas de non-respect du niveau de service tel que défini et attendu à l'article 3.2.2 du CCTP, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité

de 500 euros pour chaque nouvelle indisponibilité constatée ou non-respect des taux et chiffres cibles demandés dans les tableaux des articles 3.2.2.1 à 3.2.2.4 de l'article 3.2.2 du CCTP.

Si le nombre d'indisponibilités annuelles, tous niveaux de services confondus est supérieur à 20 % au nombre total annuel d'indisponibilités autorisées, le service bénéficiaire peut décider de résilier le marché, de plein droit aux torts du titulaire, sauf si les indisponibilités sont imputables au service bénéficiaire.

17.3/ Pénalités pour non-respect de la clause sociale d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il est appliqué une pénalité de 120 euros HT par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subit une pénalité égale à 75 euros HT par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

17.4/ Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-TIC, en cas de non-respect des conditions et obligations de sécurité ou de confidentialité prévus par les documents contractuels régissant le présent marché, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de 700 euros HT par manquement.

ARTICLE 18/ PRIX DU MARCHÉ

18.1/ Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre tous les frais nécessaires à la bonne exécution des prestations telles que définies dans le présent cahier des charges, ainsi que tous autres frais pouvant être engagés ou supportés par le titulaire, notamment les frais de déplacement, d'hébergement ou de restauration des personnels du titulaire et des intervenants tiers nécessaires à l'exécution des prestations.

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du présent marché.

L'euro est la monnaie de compte du marché.

18.2/ Forme des prix

Le marché est conclu à prix unitaires, conformément au bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement.

S'agissant de la mission 1, les prix sont fermes et définitifs.

S'agissant de la mission 2, les prix sont fermes et définitifs pour les UO2.1.1, UO2.1.2 (configuration) et UO2.2 (mise en place initiale de la plateforme mutualisée). Pour les prestations de prise en charge d'un service bénéficiaire (UO2.1.3), les prix sont révisables dans les conditions prévues à l'article 17.3 ci-après.

S'agissant de la mission 3, les prix sont fermes pour l'UO3.1.1 et pour l'UO 3.2 « Mise en place des services IA ». Pour les prestations de prise en charge d'un service bénéficiaire (UO 3.1.2), les prix sont révisables dans les conditions prévues à l'article 17.3 ci-après.

S'agissant de la mission 4, les prix sont fermes pour les UO 4.1 et 4.4. Pour les UO UO4.2 « exploitation du service d'assistance – plan progrès 1 (année 3) », l'UO4.3 « exploitation du service d'assistance – plan progrès 2 (année 4) » et les UO 4.5 « Exploitation des services IA- Plan progrès 1 (année 3) et 4.6 « Exploitation des services IA – Plan Progrès 2 (année 4) les prix sont ajustables à la baisse sur la base du plan progrès.

S'agissant des autres missions, les prix sont révisables dans les conditions prévues à l'article 18.3 ci-après.

18.3/ Révision des prix

Les prix peuvent être révisés une fois par an, à la date anniversaire de notification du marché, par application de la formule suivante »

$$P = (P_0 [0,3 + 0,7 (\text{Syntec révisé} / \text{Syntec révisé } 0)])$$

dans laquelle :

- P = le prix révisé ;
- P₀ = le prix initial ;
- Syntec révisé = la dernière valeur connue de l'indice Syntec révisé à la date de révision ;
- Syntec révisé 0 = la dernière valeur connue de l'indice Syntec révisé au mois Mo d'établissement des prix (mois de réception des offres)

Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs est effectué au millième supérieur.

Un mois avant la date anniversaire de notification du marché, le titulaire envoie pour acceptation sa demande au ministère comportant la formule de calcul, le taux applicable ainsi que le bordereau de prix révisé sur la base du taux retenu, à l'adresse suivante : saam-mission.achats3@education.gouv.fr

Pendant le préavis, les services du ministère peuvent émettre des bons de commande leur permettant de satisfaire leurs besoins à l'ancien tarif.

Pour le cas où les dispositions décrites ci-avant ne seraient pas respectées, le nouveau tarif ne sera pas opposable, le tarif en vigueur demeurant valable.

Le ministère dispose d'un délai de vingt (20) jours ouvrés à compter de la date probante de réception des nouveaux tarifs pour faire connaître sa décision ou ses observations sur ceux-ci. Passé ce délai, les nouveaux tarifs sont réputés acceptés.

ARTICLE 19/ MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION

19.1/ Facturation

Le titulaire établit une facture après chaque commande selon les modalités définies ci-après.

Pour la mission 1, la mission 2, la mission 3 et la mission 7, le titulaire émet une facture du montant total des prestations commandées, après réception du procès-verbal de recette établi par le service bénéficiaire. Le règlement s'effectue à 100 % du montant de la commande. Le règlement s'effectue lorsque les prestations (UO) commandées ont été réalisées et réceptionnées par le ministère à 100 % du montant de la commande.

Le paiement des prestations récurrentes s'effectue à terme échu, par conséquent une fois que les prestations sont terminées et après l'établissement des services faits par les services bénéficiaires.

Les factures des prestations d'exploitation du service d'assistance et du dispositif d'assistance ponctuel (mission 4 et mission 5) ainsi que les prestations d'horaires étendus (mission 6) doivent être accompagnées du compte-rendu mensuel d'activité précisant, suivant les cas, les consommations réalisées et les statistiques associées.

Les activités d'exploitation et d'horaires étendus font l'objet d'un paiement mensuel à terme échu.

La facturation définitive est basée sur les forfaits réellement consommés par chaque service bénéficiaire.

Dans le cas où le ministère commande plusieurs UO dans un même bon de commande et qu'une partie des prestations commandées a été réceptionnée par le ministère, le titulaire établit la facture correspondante et demande la mise en paiement correspondant au montant des UO réceptionnées.

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation des factures, ainsi que de tous les éléments justificatifs, sur lesquelles devront figurer, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date de délivrance et le numéro de la facture ;
- le nom et l'adresse du service émetteur ;
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire ;
- le cas échéant, l'identification du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- sa domiciliation bancaire ;
- le numéro d'identification SIREN ou SIRET ;
- les références administratives du marché (numéros du marché) ;
- les références du bon de commande ;
- le récapitulatif des prestations ;
- le montant de la facture, en HT et TTC ;
- le taux et le montant de la TVA.

Les factures sont obligatoirement adressées sous forme électronique directement dans le portail « Chorus-factures de l'Etat » à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour une aide à l'utilisation de cette fonctionnalité, un guide utilisateur ainsi que les éléments descriptifs, le kit de raccordement technique et les spécifications du format normalisé d'échange sont disponibles à cette même adresse.

En cas de changement de raison sociale ou de RIB, le titulaire est tenu d'en informer expressément les services émetteurs par courrier postal ou courrier électronique.

19.2/ Délais de paiement

Conformément à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique, le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Ce délai peut être suspendu si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

19.3/ Avance

Sauf renonciation expresse du titulaire portée à l'acte d'engagement, une avance de 5% est versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché ou le sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Cette avance s'applique sur le montant de chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois ; et n'est due que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance, que le sous-traitant ait demandé ou non à bénéficier de l'avance.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans un délai maximum de 30 jours à partir de la notification de l'acte portant commencement d'exécution du marché au titre duquel est accordée cette avance, soit la date de notification du bon de commande.

Les modalités de remboursement de l'avance sont celles fixées par l'article R. 2191-11 du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-9 du Code de la commande publique, l'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

19.4/ Acomptes

Conformément à l'article R. 2191-22 du Code de la commande publique, le titulaire a droit au versement d'acomptes pour tous les bons de commande dont le délai de réalisation est supérieur à 3 mois, dans les conditions suivantes : si un bon de commande émis n'a fait l'objet d'aucun règlement pendant une période minimum de 3 mois et si les prestations commandées ont donné lieu à un commencement d'exécution.

Dans ce cas, le titulaire adresse au ministère une demande d'acompte correspondant au maximum à 25 % du montant commandé ou d'un montant correspondant à la valeur des prestations réalisées si celui-ci est inférieur à 25 %. Le titulaire accompagne sa demande d'acompte de tous les éléments justificatifs. Le ministère vérifie l'exactitude des justificatifs fournis et donne ou non son accord. Le règlement du solde intervient à la réception définitive des prestations de l'unité d'œuvre concernée.

19.5/ Cession ou nantissement des créances

Le présent marché pourra être nanti dans les conditions prévues aux articles R. 2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

ARTICLE 20/ DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE

20.1/ Assurance

Le titulaire doit être couvert par une police d'assurance en cours de validité le garantissant contre les conséquences pécuniaires de tout dommage corporel, matériel ou immatériel, consécutif ou non consécutif, engageant sa responsabilité civile ou celle de son personnel et causé par la conduite des prestations prévues par le présent marché ou les modalités de leur exécution. Il lui appartient, en conséquence, de contracter toutes polices d'assurance nécessaire à la couverture des risques encourus dont il a apprécié la portée du fait du marché.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-TIC, avant sa notification, le titulaire retenu doit communiquer au ministère une attestation en cours de validité de sa compagnie d'assurance, indiquant les responsabilités couvertes avec les plafonds de garantie pour chaque type de responsabilité.

Il doit ensuite produire, à toute demande du ministère, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Si cette attestation ne couvre pas la durée du marché, le titulaire s'engage à produire la ou les attestation(s) nécessaire(s) à la couverture de la durée totale du marché.

Les franchises souscrites par le titulaire restent à sa charge exclusive.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

20.2/ Justificatifs sociaux

En application des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8254-4 du Code du travail, et dans le cas où le ministère serait dans l'impossibilité de se les procurer directement via un web-service sécurisé, le titulaire produit tous les 6 mois à compter de la date de signature du marché par la Personne publique et jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les documents prévus par ces articles.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire ces pièces, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues à l'article 21 du présent CCAP ci-après.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, il doit produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

20.3/ En cas de modifications relatives au titulaire du marché

20.3.1/ Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le ministère par écrit et communiquer, son nouveau numéro SIREN dans les plus brefs délais.

20.3.2/ Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du ministère.

Le titulaire doit en informer le ministère dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- une copie de l'annonce légale ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- le numéro SIREN de la société correspondante ;
- les attestations fiscales et sociales ;
- l'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur n'entre pas dans les motifs d'exclusions listés aux articles L. 2141-1 et suivants du Code de la commande publique ;
- une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise et non par son courtier ;
- les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au titulaire du marché.

La cession du marché acceptée par le ministère fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

ARTICLE 21/ UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE

Conformément à la loi n° 94-665 du 4 août 1994, l'usage de la langue française est obligatoire notamment dans les réunions de travail, les comptes rendus d'avancement, les rapports d'analyse, les courriers, la documentation, sans que cette liste puisse être considérée comme exhaustive.

ARTICLE 22/ RESILIATION

La résiliation s'effectue dans les conditions prévues aux articles 47 à 54 du CCAG-TIC.

En plus des cas prévus à l'article 50.2 du CCAG-TIC, le marché peut être résilié sans mise en demeure dans les cas suivants :

- en cas de non réception des prestations de la mission, le ministère peut décider de résilier le marché, sans mise en demeure préalable, par lettre recommandée avec accusé de réception, sans ouvrir droit au profit du titulaire à aucune indemnité de quelque sorte que ce soit, ni à aucun dédommagement ;
- à compter de 2 mois de retard dans l'exécution des prestations, le ministère se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, sans mise en demeure préalable, formalités, ni paiement d'indemnité, sauf si les retards sont imputables au ministère.

Conformément aux dispositions de l'article 54 du CCAG-TIC, dans le cas où le titulaire ne pourrait exécuter une prestation qui, par nature, ne peut souffrir aucun retard dans les conditions et délais prévus au CCTP, le pouvoir adjudicateur peut faire appel à un autre prestataire pour exécuter ladite prestation aux frais et risques du titulaire.

Dans le cas où le titulaire déclarerait ne pas pouvoir honorer ses engagements ou lorsqu'il ne s'en acquitterait pas après mise en demeure renouvelée et restée sans effet et dans les cas visés au chapitre 8 du CCAG-TIC, le ministère se réserve le droit de résilier le présent marché.

ARTICLE 23/ SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut confier l'exécution de certaines parties des prestations du marché à un ou à plusieurs sous-traitants, à condition d'avoir obtenu du ministère l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement fixées par les articles R. 2193-1 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

Aux fins d'acceptation du sous-traitant, le titulaire adresse au ministère, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie électronique à l'adresse suivante : saam-mission.achats3@education.gouv.fr, une déclaration contenant l'ensemble des renseignements figurant à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, à savoir :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

L'ensemble de ces informations sont constituées par la fourniture :

De la déclaration de sous-traitance complétée (formulaire DC4 pouvant être téléchargé gratuitement sur le site Internet du ministère des finances et des comptes publics : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ;

Du numéro SIREN et d'un RIB de l'entreprise.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatées par un acte spécial signé par le titulaire et par le ministère.

ARTICLE 24/ DIFFERENDS ET LITIGES

En aucun cas, les contestations survenant entre le ministère et le titulaire ne peuvent être invoquées par ledit titulaire comme cause d'arrêt définitif ou momentané d'exécution de la prestation.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend ou litige susceptible d'intervenir entre elles à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Dans ce cas, la partie la plus diligente peut saisir par requête le médiateur des entreprises ou le comité consultatif de règlement amiable, dans les conditions fixées aux articles R. 2197-1 et suivants du Code de la commande publique.

En cas de conciliation, les parties s'engagent à signer une transaction.

A défaut de conciliation, les litiges éventuels afférents au présent marché seront portés devant le tribunal compétent.

ARTICLE 25/ DEROGATIONS

Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations		Articles du CCAG-TIC auxquels il est dérogé
Article 5	Modalités d'émission des bons de commande	Article 3.7.2
Article 10	Opérations de vérification - admission	Articles 30 et suivants
Article 14.1.1	Interlocuteurs désignés par le service bénéficiaire	Articles 3.3
Article 14.1.2.1	Changement d'intervenant à l'initiative du titulaire	Article 3.4.3

Article 14.1.2.2	Récusation d'un intervenant par le service bénéficiaire	Article 3.4.3
Article 17	Pénalités	Articles 14 et 50.2
Article 20.1	Assurance	Article 9.2
Article 22	Résiliation	Article 50.2